

Infrastructures universitaires : Le siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie inauguré

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 20 MAI 2022

1102

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le ministre de l'Administration territoriale à Mali Kura Taasira

Sécuriser les représentants de l'État



... de la fête des travailleurs : L'État invité à respecter ses engagements par la CDTM



Résultat de l'enquête de mali-Metre : 4 maliens sur 5 estiment que la situation s'est améliorée



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

19 Mai
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

519

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

16

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 043

Guéris

30 144

Décès

734

dont 90 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.22



P.28



/ Une /

Le ministre de l'Administration territoriale à Mali Kura Taasira : Sécuriser les représentants de l'État

P.5

/ Brèves /

MALI-CEDEAO : Proche d'un accord ?

P.14

Coup d'Etat avorté : Sept personnes aux arrêts et des complices recherchés

P.14

Accusation contre Djimé Kanté : Le Forum malien des Acteurs humanitaires menace de porter plainte

P.15

Gestion clanique du mouvement EMK : Cheick Oumar Sissoko destitué de ses fonctions de l'ESPOIR MALI KURA

P.15

Bamako : Le ministre Sadio Camara rend visite aux stagiaires de l'Ecole de Guerre

P.16

Kayes : Incendie au grand marché de la ville

P.16

Kidal : Les Casques bleus de la MINUSMA vont à la rencontre des femmes à mobilité réduite

P.16

/ Actualité /

Contentieux autour de parcelles à Samaya : La section syndicale des cheminots gagne le procès

P.18

Traité sur le commerce des armes : Le Mali engagé pour son application

P.19

Commémoration de la fête des travailleurs : L'État invité à respecter ses engagements par la CDTM

P.20

Résultat de l'enquête de mali-Metre : 4 maliens sur 5 estiment que la situation s'est améliorée

P.21

Infrastructures universitaires : Le siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie inauguré

P.22

Partenariat : Donilab et l'Université de Ségou se donnent la main

P.23

Problématique des diplômés en langue arabe : Vers une meilleure insertion professionnelle

P.24

/ Politique /

Cheick Boucady Traoré, leader politique : « Les FAMA peuvent convenablement faire face aux défis sécuritaires, car n'étant plus soumises aux politiques mal réfléchies des politiciens »

P.26

Droit de réponse à l'arrogant sénateur français Christian Cambon : « Arrêtez votre hypocrisie et allez-vous en de chez nous »

P.28

/ Culture & société /

Requiem pour Mohamed Cheick Tabouré : Le guérillero des temps modernes !

P.29

/ International /

Déthié Fall à sa sortie du Conseil Constitutionnel : « Yewwi Askan Wi va participer à ces législatives à Dakar, sinon il n'aura pas d'élections... »

P.30

Sahel : Le chef du groupe État islamique au Grand Sahara tué par les forces françaises

P.31

/ Sport /

MERCATO - PSG : Macron, émir du Qatar... le PSG abat ses ultimes cartes pour M'Bappé !

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Le ministre de l'Administration territoriale à Mali Kura Taasira

Sécuriser les représentants de l'État

Il était l'invité de la désormais quotidienne " Mali Kura Taasira ". Celui que les maliens suivent généralement pour la lecture des communiqués du gouvernement était face à la presse, ce 18 mai, pour éclairer l'opinion sur les réalisations, les défis et les perspectives de son département ministériel.

Vêtu en treillis militaire, le Colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement a saisi l'occasion pour aborder un certain nombre de sujets parmi lesquels :

- **Le retour de l'administration dans les zones affectées par l'insécurité :**

Il ressort des propos du ministre, que le retour de l'administration dans les zones affectées par l'insécurité, devra se faire progressivement, et avec méthode. A ce titre, le colonel Abdoulaye Maïga envisage « un déploiement massif du personnel FAMA dans les zones d'insécurité » pour sécuriser le corps préfectoral et autres représentants de l'État. En outre, poursuit le ministre, « nous avons l'ambition de proposer une loi de programmation qui prendra en compte tous les problèmes complexes » auxquels sont confrontés les représentants de l'État. A cela s'ajoute un projet de modernisation des systèmes de communication et de géolocalisation. L'objectif à ce niveau consiste à suivre la mobilité des

représentants de l'État et assurer leur sécurité sur l'intégralité du territoire. Telles sont les trois mesures-phares annoncées par le porte-parole du gouvernement. Aussi, il importe qu'elles soient urgemment concrétisées pour que tous les maliens se sentent pris en compte par le pouvoir central.

Dans l'immédiat, il sied d'approuver la mise en place des centres de perfectionnement préfectoraux. La non-prise en compte des réalités locales, en effet, constitue l'une des causes de l'inefficacité de l'administration en Afrique. Contrairement à une certaine opinion, la loi n'est pas toujours à opposer aux coutumes locales. Bien souvent, celles-ci peuvent conduire au respect effectif de celle-là. D'où

la nécessité d'imprégner les représentants de l'État des « us et coutumes » des populations locales. Initiative prise en charge par les centres de perfectionnement préfectoraux.

• **La contribution de l'État en faveur des collectivités territoriales :**

Selon Abdoulaye Maïga, « 223 infrastructures de santé ont été réalisées pour un financement de plus de 3 milliards de F CFA ; 856 infrastructures scolaires (dont des salles de classes, des blocs de direction, des mobiliers scolaires, des logements pour les enseignants) pour un financement de plus de 10 milliard de F CFA ; 227 projets dans le secteur de l'eau (l'adduction d'eau, les forages les plus modernes...) pour un financement de plus de 3 milliards F CFA et enfin des infrastructures d'équipement [...] pour un financement de plus de 4 milliards, complété bien entendu par un ensemble de projets et de programmes ».

Ces chiffres attestent objectivement de la bonne gouvernance économique des autorités de transition. Car, malgré le gel des avoirs du Mali, le gouvernement actuel n'hésite pas à



déboursier des milliards pour améliorer le sort des populations, à travers les collectivités territoriales. Plus significativement, le nombre d'infrastructures réalisées et le financement y relatif convainquent les populations de l'orthodoxie dans la gestion des fonds publics. En effet les maliens, et les africains en général,

ne sont pas toujours habitués à acquérir, par exemple, 223 infrastructures de santé pour un financement de plus de 3 milliards de F CFA. Tout porte à croire que le temps des surfacturations est révolu.

■ **Malik WOGO**



■ Mahamadou Konaté dit Amine



De l'ultracrépidarianisme, quand il nous tient: un imposteur technicien supérieur de la Santé du CNT qui se mêle du droit.

Supposer, cher concitoyen, que je m'en vais lire deux ou trois trucs sur Wikipédia sur le traitement d'une maladie du cœur, parce que je sais lire. Et qu'après, je me rends au service de cardiologie du Luxembourg, pour demander qu'on me laisse opérer ta sœur malade. Tu me prendras pour qui? Et surtout quand je commencerai à dire que les chirurgiens de l'hôpital ne savent rien faire, et que moi après quelques heures de lecture en sait plus qu'eux. Vous me prendrez pour qui? Hein? Un illuminé, un fou, un voyou? Me laisseras-tu opérer ton malade? Bien sûr, que non! Est-ce que les chirurgiens de l'hôpital doivent perdre leur temps à m'expliquer que quelques heures de lecture ne font pas de moi, un médecin chirurgien? Non, ils ont mieux à faire.

Cher concitoyen, si vous comprenez cette parabole, je n'ai pas besoin de répondre à des idioties entassées et jetées à ma figure.

Quelqu'un qui ne sait même pas qu'un traité est une convention au titre même de l'article 2, alinéa 1 et 2, de la Convention de Vienne sur le droit des Traités qu'il cite lui-même, ne mérite pas que j'aille plus loin.

Ces gens pareils à défendre même que le Ciel au-dessus de la terre est exclusivement malien, n'ont rien de bon à faire dans nos institutions. Ils nous tirent vers le bas. Et quand on touche le fond, ils continuent de creuser davantage.

Dr Mahamadou KONATE

Sciences juridiques et politiques



■ Yehia Tandina



TOMBOUCTOU : ASSURANCE AUX USAGERS DE LA BRETELLE INTERDITE

La voie qui quitte la place de l'indépendance, côté ouest pour le marché yobou-Tao est partiellement coupée aux usagers à cause de l'attentat meurtrier qui a fait des pertes en vies humaines, une cinquantaine de maisons de proximité endommagée et plusieurs

autres habitations touchées à distance par l'explosion de la charge qui visait le camp militaire de Tombouctou. Depuis des démarches par la notabilité ont été engagées, la Mairie également s'est impliquée ainsi que certains particuliers jouissant de leurs affinités avec les autorités.

Cette question est sur toute les lèvres, la réponse: elle est sécuritaire, parce que c'est un dispositif national au-delà des compétences du chef de l'exécutif régional encore moins le commandant de zone.

Je crois que nous devrions adopter une stratégie citoyenne dans la circulation en empruntant les 2 voies principales. L'axe Bellefandi passant par kalemé et la voie pavée de Badjinde. Respect du code de la route, interdiction aux gros porteurs de traverser la Médina, vider le parc auto de la place Mopti et enfin déguerpir les commerçants qui étalent leurs produits sur les grandes voies. Voici quelques alternatives pour décongestionner la circulation qui n'est pas aussi danse comme on le pense. Seulement le désordre entache à la fluidité de la circulation. Pour l'instant la dernière attaque de sevre doit nous inspirer pour dire que la libération de cette bretelle n'est pas à l'ordre du jour.

Merci.



■ Bamako Niarela



M'Bemba Moussa Kéita fut Chef d'état-major général des Armées du Mali. Il a été limogé suite aux attaques d'Ogossagou survenues en mars 2019 et remplacé par le général Abdoulaye Coulibaly. Ancien N°2 de l'ONU (Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire), Général

M'Bemba Moussa Kéita a été le ministre de la Sécurité et de la Protection civile dans le dernier gouvernement du Président Ibrahim Boubacar Kéita.....<http://niarela.net/.../nouvelle-affaire-dite-dequipements...>



Mali Actu



Tous les bruits, rumeurs et inquiétudes sur l'avenir de Kylian Mbappé ne perturbent pas Carlo Ancelotti, manager du Real Madrid, qui a préféré plaisanter sur le sujet en conférence de presse



Kassoum Thera



L'église UEPEM de Kouloubeni sous les eaux
Cette vidéo nous a été envoyée aujourd'hui par un fidèle de l'église UEPEM de Boulkassoumbougou Kouloubeni rue 746. Sur l'enregistrement de 47 secondes, on peut constater un débordement des eaux de pluie dans la cour de ce lieu de Culte. Cette inondation selon les fidèles de l'église a été provoquée suite à la construction d'un mur au beau milieu de la rue par un certain Sinayogo, agent de la voirie du district de Bamako. A rappeler que l'imam du quartier, le pasteur et leurs fidèles avaient organisé ensemble un meeting devant cette église pour dénoncer cette construction illicite du mur en question qui obstrue aussi l'accès à la mosquée de vendredi dudit quartier. Et le dossier qui se trouve au niveau de la justice ne semble pas évoluer curieusement.



Actu Burkina



L'office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) prépare une opération de recouvrement des impayés. A cet effet, l'ONEA informe que le traitement des réclamations des abonnés se fera du 16 mai au 15 juin 2022. « Chers clients, l'ONEA prépare une vaste opération de recouvrement et vous invite à prendre les dispositions utiles pour éviter tout désagrément. L'ONEA vous informe qu'il renforce son dispositif de traitement des réclamations dans ses agences du 16 mai au 15 juin 2022 pour permettre à tous ceux qui ont besoin d'une prise en charge spécifique de toujours poser leurs préoccupations...
<https://actu Burkina.net/33429-2/>



■ Moussa Nouhoum Guindo



Le défenseur de l'Equipe Nationale des Sourds de Football qui s'appelle Bourama COULIBALY se marie aujourd'hui après deux jours de son retour du Brésil où il a participé aux Jeux Olympiques des Sourds. Au nom de l'Association Malienne des sports pour Déficiants Auditifs (AMASDA), ont lui souhaite un très heureux ménage. The defender of the National Football Team of the Deaf who is called Bourama COULIBALY is getting married today after two days of his return from Brazil where he participated in the Olympic Games for the Deaf. On behalf of the Malian Sports Association for the Hearing Impaired (AMASDA), she wishes him a very happy household.



■ Medias +223



IDRISSA GANA GUEYE REpond à VALÉRIE PE-CRESSE ET À LA FRANCE.
 "JE SUIS le fils d'un Peuple qui a ses PRINCIPES, ses CONVICTIONS et son HUMANITÉ. Je ne suis PAS FRANÇAIS mais SÉNÉGALAIS. Votre DRAPEAU est colorée, ma FOI est ancrée. Mes CHOIX vous ont choqués. Ils font ma fierté. J'ai joué avec des CHRÉTIENS, JUIFS, ANIMISTES.
 "Je n'ai jamais jugé. Je vis de mes principes et vous me jugez !
 "VOUS DITES que le football UNIT. Ma Religion RÉUNIT ! En football la décision de l'arbitre est parfois mitigée. Pourtant vous l'acceptez.
 "VOUS ME TAXEZ d'HOMOPHOBES, alors que vous êtes des XÉNO-PHOBES !
 "VOUS INTERDISEZ le voile et vous m'insultez sur la toile. Je suis un footballeur, pas un suiveur.
 "QUAND on nous insulte dans les stades, vous restez fades.

"JE SUIS Idrissa Gana GUÉYE
 Et non pas Idrissa Gana GAY !
 "VOUS AVEZ Eric ZEMMOUR, moi j'ai L'AMOUR ! Valérie fait un prêt à la est ce qu'il est et respecte toute les religions révélées. Il est bien éduqué et respecte toutes les identités.
 "IDRISSA GANA GUÉYE n'est pas un complexé c'est un Sénégalais. Ta liberté s'arrête là où commence la mienne.
 "ALORS, RESPECTE MES CONVICTIONS !
 ET GARDE LES TIENNES".
 (IGG)



■ Master Ti



Attaque contre la MINUSMA à l'aéroport de Tombouctou.
 Ce jour 19 mai 2022 à 12h30mn route de l'aéroport à 100 mètres du poste de contrôle de la police, ce véhicule Minusma a été prit pour cible par 4 hommes armés. Ils étaient à bord du Toyota bâché. Après leur forfait, ils se sont retirés vers l'est du goudron avant l'arrivée des gendarmes stationnés au poste de police. Bilan Pas de morts, ni de blessés, secourus par FAMA
 Insécurité à Tombouctou



■ Ibrahima Sangaré



L'EDM à ceux qui ont soigné la CMDT. Ils ont la potion magique pour les grands corps malades!

■ Radio Guintan



Le nouveau entraîneur des Aigles du Mali Éric Sékou Chelle est à Bamako.

Bienvenue Coach

Bientôt la liste des joueurs sélectionnés pour les éliminatoires de la CAN CÔTE D'IVOIRE 2023. Allez les Aigles



■ Wakat Séra



La Rwandaise Salima Mukansanga est la toute première femme africaine qui va arbitrer un match de football en Coupe du monde. Elle est, en effet, choisie avec cinq autres arbitres africains pour officier à la Coupe du monde Qatar 2022 qui connaîtra la participation de 36 arbitres, 69 arbitres assistants et 24 arbitres assistants vidéo.



La directrice générale de Ecobank Burkina, Noëlli Cécile Tiendrébéogo, informe dans une correspondance adressée au Haut-Commissaire de la province de la Gnagna, que l'agence Ecobank de Bogandé dans ladite province à l'Est du Burkina Faso, sera «temporairement» fermée à compter du 30 mai 2022.



■ Diéminatou Sangaré



Le renforcement des capacités des ressources humaines est une étape nécessaire pour l'atteinte de notre objectif.

J'ai présidé la rencontre d'échanges avec la mission médicale espagnole de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) sur la formation médicale spécialisée au Mali. L'équipe espagnole était conduite par SE l'ambassadeur d'Espagne au Mali.

Les cibles de la première phase pilote de cette formation sont: les urgences, la chirurgie, l'anesthésie/ réanimation, au niveau des CHU GABRIEL TOURE, POINT G.



■ Macky Sall



Le Sénégal vient de perdre une dame d'un grand professionnalisme Marie Joséphine Diallo, Secrétaire générale de l'Assemblée Nationale depuis 1996. Je rends hommage à un commis de l'Etat dévoué et d'une grande discrétion. Mes condoléances à sa famille et à l'Assemblée Nationale.

■ Serge Daniel



#Mali-CEDEAO/D'après mes informations le Pdt du Togo F.Gnassingbé Facilitateur dans la crise malienne est arrivé ce 18/05/2022 soir à Dkr pour rencontrer son homologue sénégalais M.Sall, Pdt en exercice de l'UA.Objectif ? "Arrondir" les angles avant le prochain sommet de la CÉDEAO

■ Jigi



Les autorités de transition du #Mali découvrent qu'interrompre l'ordre constitutionnel et prolonger indéfiniment un régime issu d'un putsch entraînent des conséquences de la part de la communauté internationale.

■ L'ACCENT



Le ministre des Affaires étrangères, @AbdoulayeDiop8, a indiqué dans l'émission #MaliKuraTaasira de l'ORTM que l'avion CASA C295 (avion de transport tactique) acheté chez #Airbus sur fonds propres et bloqué par les États-unis, n'est toujours pas livré.



■ Séga DIARRAH



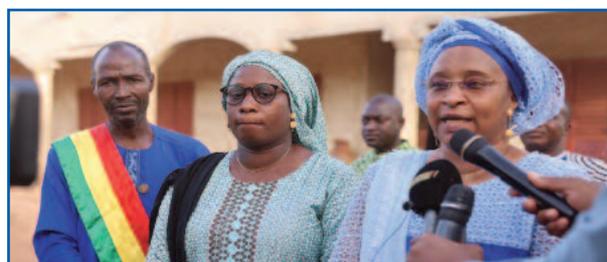
#Mali- énième tentative de putsch. La leçon : Les militaires au pouvoir doivent éviter d'être en porte à faux avec les maliens. Ils ont besoin d'un gouvernement qui peut incarner une ligne politique et lui donner l'autorité nécessaire pour faire le job, sans leur faire de l'ombre

■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 19 mai 2022 | #ŒuvresSociales
Œuvres sociales : l'église Evangélique Protestante de Koulouba a désormais accès à l'eau potable
La délégation de la Présidence, conduite par le



Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Chef de l'État, a inauguré le 130ème forage, issu du fonds de souveraineté du Président de la Transition, dans la cour de l'église Évangélique Protestante de Koulouba (EPPK), ce jeudi 19 mai 2022. "Désormais, l'église de Koulouba a de l'eau potable. Comme vous le savez : l'eau, c'est la vie", a rappelé Jean Fodié COULIBALY, Représentant de l'église Evangélique Protestante du district de Bamako Coura. Les chrétiens de "l'église présidentiel" retiennent dans cette œuvre du Chef de l'État, un geste d'amour pour tous les Maliens. Selon Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Président de la Transition, la réalisation de cette adduction d'eau potable au profit de l'église Évangélique Protestante de Koulouba démontre l'attachement du Président GOITA à la justice sociale et à l'égalité. Tous les Maliens sont, sans considération de couleur de la peau, de religion, d'ethnie, les mêmes aux yeux du Président de la Transition.



Koulouba | 19 mai 2022 | #ŒuvresSociales

Kolokani : le jardin d'enfant Teriya bénéficie d'un forage
Le 129ème forage, issu du fonds de souveraineté du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a été inauguré à Kolokani, ce 19 mai 2022. Cet ouvrage a été implanté dans l'enceinte du jardin d'enfant Teriya. Il est également proche de l'école C de Kolokani. Selon la Directrice du jardin d'enfant, Baman DIARRA, cette infrastructure hydraulique permettra aux enfants ainsi qu'à l'ensemble du personnel d'avoir accès à l'eau potable pour les divers besoins des tout-petits. Pour l'entretien des enfants, les monitrices parcouraient des kilomètres à la recherche de l'eau, a précisé Madame la Directrice du Teriya. Le Représentant du Chef du village de Kolokani, Tiéson TRAORÉ, estime que le Mali recouvre ses valeurs sous le Président GOITA. La diligence des travaux de réalisation de cette adduction d'eau rappelle au Chef du village de Kolokani l'engagement des pères de l'indépendance, a rapporté Tiéson TRAORÉ. La Conseillère spéciale du Chef de l'État, Colonel Assa Badiallo TOURÉ, a souligné l'importance d'enseigner aux enfants les valeurs indispensables pour le développement d'une Nation.





PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

COMMUNIQUÉ DU PARENA:

Le PARENA a appris avec inquiétude l'annonce par le gouvernement d'une tentative de coup d'état déjoué dans la nuit du 11 au 12 mai 2022.

Profondément attaché à la démocratie et à la stabilité du pays, fidèle aux principes et aux valeurs de la République, le PARENA est opposé à toute prise de pouvoir par la force.

Il dénonce la tentative de déstabilisation annoncée par le gouvernement.

Aujourd'hui comme hier, le PARENA apporte son soutien sans ambiguïté à nos forces de défense et de sécurité dans leur combat pour la préservation du Mali.

Le PARENA réaffirme que le Mali n'a nul besoin de nouveaux soubresauts qui ne feraient qu'aggraver les souffrances du peuple et prolonger la crise politico-institutionnelle que le pays traverse.

Au regard de la situation économique et financière du Mali, des souffrances endurées par les populations, le parti du bélier blanc exhorte les autorités de la transition à tout mettre en œuvre pour que soient levées les sanctions en vigueur contre notre pays. En adoptant un calendrier électoral consensuel en vue de la restauration de la légalité constitutionnelle.

Bamako, le 18 mai 2022.

P/ le Comité Directeur

Le Secrétaire à la Communication



Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

MALI-CEDEAO : Proche d'un accord ?



Même si aucun compromis n'a encore été officiellement trouvé entre le Mali et la CEDEAO sur la durée du reste de la Transition, les lignes sont en train de bouger et la fumée blanche ne tarderait pas à sortir. Le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop l'a reconnu lors de son passage, mardi 17 mai, sur la télévision nationale.

« C'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes plus proches d'une solution que nous ne l'avons jamais été. Vous savez aussi, comme les sprinteurs le disent, les derniers 100m sont les plus difficiles », a-t-il indiqué.

« Avec l'implication des uns et des autres et les conversations que nous avons avec différents chefs d'Etats, nous pensons que la CEDEAO et nous, il nous est possible de trouver une solution africaine adaptée », a poursuivi le chef de la diplomatie malienne.

A l'en croire, les dirigeants de la communauté régionale tablent désormais sur une transition de 16 ou 18 mois. Mais les autorités de la Transition malienne, qui n'accepteraient pas une solution sur le dos des maliens, n'allant pas dans l'intérêt du pays, restent sur la proposition de 24 mois.

Pour arrondir les angles, l'apport du Président togolais, Faure Gnassingbé, nouveau facilitateur dans cette crise, ne fait pas de doute du côté de Bamako. Le Président de la Transition, Colonel Assimi Goita, souhaite qu'il puisse apporter sa voix, pour aller vers une « solution qui ne peut être qu'une solution de compromis ».

Le Président Faure Gnassingbé s'est d'ailleurs entretenu mardi 17 mai avec le Président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Kassi Brou sur le sujet, alors que ce dernier était en visite à Lomé pour présenter les condoléances de l'organisation après l'attaque terroriste dont a été victime le Togo le 11 mai dernier.

La CEDEAO avait annoncé le 16 mai, la tenue à Accra d'un sommet extraordinaire le 21 mai. Mais il a été reporté le 17 mai sur une nouvelle date non encore dévoilée, d'après une note du ministère ghanéen des Affaires étrangères adressée aux missions diplomatiques des pays membres de la CEDEAO accrédités au Ghana.

Pour certains observateurs, ce sommet aura de fortes chances d'entériner enfin un accord sur la durée de la transition au Mali et sonner le glas des sanctions prises à l'encontre du Mali depuis le 9 janvier 2022. Mohamed Kenouvi

Source : Journal du Mali

Coup d'Etat avorté : Sept personnes aux arrêts et des complices recherchés



Les Autorités de la Transition ont annoncé, par l'entremise du porte-parole du Gouvernement, Colonel Abdoulaye Maïga, non moins ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, que certains officiers et sous-officiers ont tenté de faire un putsch dans la nuit du 11 au 12 mai dernier et qu'ils ont été « soutenus par un État occidental », dans un communiqué à la télévision nationale.

Selon ce texte, les faits, remontant dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 mai, sont imputables à un « groupuscule d'officiers et de sous-officiers anti-progressistes ».

Il s'agit du colonel Amadou Keita qui siège au CNT comme rapporteur de la Commission Défense et sécurité ; Baba Ahmed Ag Ahmeiida de la CMA ; Sous-lieutenant Moussa Kodio de la Section Armes blindées cavalerie) ; Capitaine Drissa Koné de l'infanterie ; Lieutenant Mohamed Samaké de l'infanterie ; Adjudant Sidiki Traoré de la Sécurité militaire et Sergent Amadou Diallo.

Ils ont été tous « interpellés et seront mis à la disposition de la justice ». Les enquêtes sont en cours pour traquer d'autres complices.

Pour ce faire, les autorités ont demandé un contrôle strict des frontières, afin de traquer les ennemis de la République car le Mali n'a pas besoin aussi d'un coup d'Etat vu l'embargo qui frappe le pays.

Seydou Diamouténé / Source : 22 Septembre

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

**Accusation contre Djimé Kanté :
Le Forum malien des Acteurs
humanitaires menace de porter plainte**



C'est suite aux accusations d'escroquerie par les membres d'un syndicat de l'Hôpital Gabriel Touré que le Forum malien des Acteurs humanitaires a tenu un point de presse pour exiger le pardon. C'était ce samedi 14 mai 2022 à la Maison de la Presse.

« Nous avons tous visionné, comme beaucoup d'autres personnes, la vidéo de la conférence de presse d'un syndicat du personnel de notre cher Hôpital Gabriel Touré, vidéo dans laquelle notre camarade Djimé Kanté, président de l'Association Global Santé Solidarité Mali est qualifié d'escroc qui se servirait des appels à don destinés aux personnes vulnérables pour son propre compte », dit Aminata Dicko du Forum malien des Acteurs humanitaires.

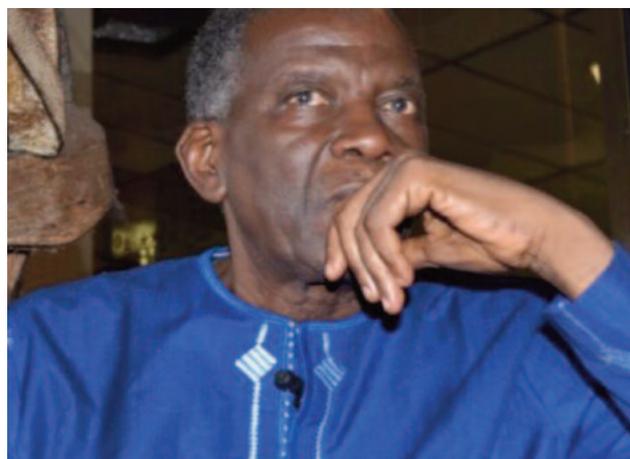
Selon elle, des accusations sont d'une rare violence, avec un accent de haine et, pire encore, une menace d'atteinte à son intégrité physique. À en croire le Forum malien des Acteurs humanitaires, malgré la crise financière, Djimé Kanté est le seul acteur humanitaire local susceptible de mobiliser, dans un laps de temps, des sommets importantes pour venir en aide aux personnes démunies. Pour sa part, Halachi Maïga pense que Djimé Kanté mérite plus une reconnaissance que d'être jeté en pâtures.

Balla Mariko estime que le fait que leur camarade Djimé Kanté dénonce la situation dégradante de l'Hôpital Gabriel Touré est la cause de cet acharnement contre sa personne.

Il ajoute que sans la dénonciation, les choses ne peuvent pas avancer. Le Forum malien des Acteurs humanitaires exige aux membres dudit syndicat qui ont tenu ces propos diffamatoires, outrageux et calomnieux de présenter des excuses publiques au monde humanitaire du Mali. Dans le cas échéant, conclut-il, le Forum malien des Acteurs humanitaires n'exclurait pas de saisir les autorités compétentes pour donner suite aux propos des animateurs de la conférence de presse dudit syndicat.

Falaye Sissoko / Source : Canard Déchainé

**Gestion clanique du mouvement EMK :
Cheick Oumar Sissoko destitué de ses
fonctions de l'ESPOIR MALI KURA**



Le coordinateur de l'Espoir Mali Kura (EMK), Cheick Oumar Sissoko a été démis de ses fonctions. L'annonce a été faite lors d'un point de presse, le mardi 10 mai 2022, au Mémorial Modibo Keita par le noyau des membres fondateurs. Ce noyau est composé de 09 personnalités dont l'actuel ministre de la Refondation de l'État, le Pr. Ibrahim Ikassa Maïga.

Le Pr Ibrahim Ikassa Maïga, membre fondateur du mouvement Espoir Mali Kura, non moins ministre de la Refondation de l'État a d'abord fait la genèse du parti. Le choix de la date du 10 mai 2022 pour tenir ce point de presse n'est pas le fruit du hasard. C'est la commémoration du deuxième anniversaire de l'adoption en Assemblée générale de « l'Appel au peuple malien ». « Cheick Oumar Sissoko, qui était le candidat de EMK a été battu de façon démocratique et à la régulière par un vote organisé au sein du comité stratégique. À partir de cet instant, Monsieur « le coordinateur » qui n'a pu digérer cette défaite dans ses mots, gestes et comportements s'opposaient ouvertement au Premier ministre en particulier et à toutes les initiatives des autorités de la Transition en général », explique le Pr Ibrahim Ikassa Maïga. Dès lors, poursuit-il, une gestion clanique s'est installée au sein de EMK. À en croire le noyau des membres fondateurs, le coordinateur prenait toutes les décisions qui tranchaient avec celles de M5-RFP dont le mouvement Espoir Mali Kura est pourtant partie prenante. « Le manque de leadership manifeste du coordinateur qui, au lieu de rassembler les Maliens autour de l'idéal de EMK, l'a complètement vidé de son audience populaire et de sa crédibilité de départ », dénonce Boubacar Traoré. Selon leur déclaration, à compter du mardi 10 mai 2022, Cheick Oumar Sissoko n'est plus le coordinateur du mouvement Espoir Mali Kura. Cette annonce fait suite à plusieurs médiations faites pour que les militants, sympathisants et les cadres du mouvement parlent d'un même langage. A cet effet, le noyau déplore que Cheick Oumar soit dans une autre logique que l'accompagnement des nouvelles autorités pour la réussite de la transition. Les membres fondateurs du noyau ont aussi décidé de prendre le mouvement en main, le comité du pilotage du mouvement étant, dans sa forme actuelle, dissout.

Falaye Sissoko / Source : Canard déchainé

Bamako : Le ministre Sadio Camara rend visite aux stagiaires de l'Ecole de Guerre



Le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio Camara, a rendu visite, le mardi 17 mai 2022, aux stagiaires de l'Ecole de Guerre du Mali à Badalabougou. L'objectif de cette visite était de s'enquérir des conditions de vie et de travail des stagiaires et des cadres de ladite Ecole. Le ministre Sadio Camara s'est dit très impressionné de l'évolution de la première école de guerre du Mali. Il a indiqué que les FAMA montent en puissance pour rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire nationale. Il a aussi indiqué que les stagiaires ont le devoir de se former pour mieux servir le pays. Le Commandant de l'Ecole de Guerre du Mali, le Général de Division Oumar Dao, a déclaré que l'Ecole de Guerre du Mali a été créée le 29 septembre 2021. Il faut noter que cette visite a réuni plusieurs hautes personnalités.

Source : LE PAYS

Kayes : Incendie au grand marché de la ville



Le mercredi 18 mai 2022, vers 3h du matin, une partie du grand marché de la ville de Kayes, pour une énième fois, a pris feu. Au moins une quinzaine de magasins ont été incendiés. Aussitôt alerté, le Centre secourteur de la protection civile de Kayes a mobilisé des agents expérimentés sur le lieu. Ils ont pu maîtriser la situation. Grâce au dévouement et à la détermination des éléments de la Protection Civile de Kayes, le pire a été évité. Pas de perte en vies humaines, mais les dégâts matériels occasionnés ont été importants. Ils ont pu maîtriser la situation.

Source : LE PAYS

Kidal : Les Casques bleus de la MINUSMA vont à la rencontre des femmes à mobilité réduite



Des denrées de première nécessité ont été remises le 11 mai 2022 par les Casques bleus déployés à Kidal aux femmes handicapées de l'Association « Charnach » ainsi qu'à dix familles vulnérables du quartier Angamali.

Au-delà de leur rôle principal qui est de contribuer au maintien de la paix, les Casques bleus militaires, policiers et civils apportent, dans la mesure de leurs moyens, un soutien multiforme aux populations qu'ils servent. C'est dans ce cadre que l'unité genre de la Force de la MINUSMA à Kidal, a effectué ce don de denrées essentielles (riz, de sucre, d'huile, de savons, ou encore de pâtes alimentaires) à ces familles démunies du quartier d'Angamali et à l'Association des femmes handicapées « Charnach ». « Charnach », en langue Tamasheq signifie « enfin ! j'ai pu le faire », comme pour indiquer que malgré les difficultés auxquelles elles font face, ces femmes unissent leurs forces pour atteindre un objectif commun. Pour Mme Fadimate Walet SAGH-DOUNE, présidente de l'association, ce geste est apprécié à sa juste valeur, rappelant que les bénéficiaires « font partie des couches les plus vulnérables de la zone. Non seulement elles souffrent d'une mobilité réduite mais elles se trouvent privées d'activités génératrices de revenus ». Le Colonel Remi CHASAING, Commandant adjoint de la Force de la MINUSMA à Kidal, souligne pour sa part que ce geste vise avant tout à soulager les femmes à mobilité réduite et leurs familles, tout en espérant qu'il contribuera également à consolider davantage le climat de confiance entre la MINUSMA et ses hôtes. « L'ultime objectif de la Mission onusienne au Mali est de contribuer au retour de la paix et de la stabilité dans ce pays, » a-t-il rappelé.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Contentieux autour de parcelles à Samaya : La section syndicale des cheminots gagne le procès

Un contentieux autour de parcelles à Samaya a longtemps opposé l'Amicale Dignité et Continuité de la police à la Section Syndicale des Cheminots. Cette affaire qui a longtemps déferlé la chronique a enfin trouvé son épilogue.

Montée en puissance également d'une justice, peut-on dire, longtemps laminée par les concitoyens. Aujourd'hui, il faut croire et aider nos hommes en noir qui sont en train de changer de cap et de redorer le blason. Qui aurait cru que des hommes en uniformes allaient perdre un procès dans notre pays ? Pourtant, voilà un exemple frappant qui démontre qu'il n'y a pas péril en la demeure et que souvent, il y a des accusations non fondées contre des hommes et des femmes qui se battent tous les jours pour distribuer une bonne justice. Le contentieux foncier opposant la section syndicale des cheminots à l'AMIDICO de la Police en est une illustration parfaite. En effet, dans l'arrêt N°079 du 18/2/2004 de la Cour d'Appel de Bamako, le Procureur Général Près la Cour Suprême, dans son réquisitoire, a montré, sur saisi du ministre de la Justice par le Syndicat National des Cheminots, d'une demande aux fins de pourvoi d'ordre que le titre foncier

N°1637 fut transféré au nom de la Section Syndicale des Cheminots, le 4 juillet 2000. Fort de ces documents démonstratifs de propriété, le Procureur Général a montré que l'autorisation de morcellement fut accordée à la Section Syndicale des Cheminots par le ministre de l'Equipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme, suivant lettre N°000907. Il a battu en brèche les arguments du représentant de « l'Amicale Dignité et Continuité » de la Police, M. Balla Keita, qui s'était prévalu d'une promesse de vente conclu le 17 octobre 1996, avec Mme Aline Lydie SANGARET. Au fond, le Procureur Général a trouvé qu'il y a eu excès de pouvoir, car, selon lui, les droits immobiliers doivent être inscrits et publiés pour être opposables aux tiers. Il a indiqué que le code Domanial et Foncier a prévu, s'agissant des titres provisoires en cours, une procédure d'inscription provisoire qui est opposable aux tiers. Autant d'arguments développés par le Procureur Gé-

néral ont montré que la Section Syndicale des Cheminots avait le bon bout. Car, en termes de titre foncier, il est également apparu que la Section Syndicale des Cheminots avait la copie du vrai titre foncier, le 1637, inséré au Livre Foncier et que le titre de l'AMIDICO a été tiré d'un Duplicata, transformé en vrai titre, sous le N° 1637, morcelé et vendu aux adhérents. Dès lors, avec la pugnacité du Procureur Général et des magistrats, une issue favorable a pu être trouvée en faveur des Cheminots à laquelle personne ne croyait. Ainsi, au fond, la Cour Suprême a déclaré les arrêts N°235 du 10 décembre 2010 et N° 118 du 19 mai 2011 nuls et non avenues. Statuant définitivement, elle infirme le jugement N°204 du 20 mai 2010 du Tribunal Administratif de Bamako ; ordonne la restitution de la consignation versée ; met les dépens à la charge du Trésor Public. Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour Suprême (Section Administrative) en son audience publique ordinaire, les jours, mois à venir et au-dessus. DF : Gratis, enregistré à Bamako, le 24/03/2022 ; Vol 46 Foi 170 N° Bordereau 602.

« Au nom du peuple Malien », la République du Mali mande et ordonne au Ministre des Domaines et des Affaires Foncières en ce qui concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent arrêt », conclut la Cour.

Fakara Faïnké

Source : Le Republicain



Traité sur le commerce des armes : Le Mali engagé pour son application

Le Secrétariat Permanent de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre, dans le cadre de la sensibilisation aux multiples avantages dudit traité pour le Mali, a organisé un atelier, le lundi 16 mai 2022 au Grand Hôtel, à l'endroit des acteurs de la société civile malienne. L'objectif de cet atelier est d'intensifier la communication sur le sujet et persuader les autorités quant à ses atouts dans la lutte contre le trafic et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre au Mali, afin de barrer la route aux réseaux mafieux qui enveniment les crises sécuritaires.

A l'ouverture des travaux, la représentante du Secrétaire Permanent de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, le Lieutenant-colonel Awa Dembélé, a fait savoir que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace pour le Mali et les autres pays de la sous-région. Leur commerce illicite, quant à lui, est un obstacle à la paix. A ses dires, si le Mali met en œuvre dans sa législation et ses procédures les mesures demandées par le Traité sur le Commerce des Armes (TCA), cela lui permettrait de combler des lacunes dans sa législation ; clarifier et rationaliser les procédures actuelles de transferts en les codifiant ; améliorer le contrôle parlementaire sur la politique de défense et de sécurité etc. « Les avantages et bénéfiques que retireraient le

peuple et l'État malien d'une application du TCA sont donc nombreux. Ils justifient le lancement sans retard d'un petit chantier institutionnel en ce sens. Ce chantier devrait inclure réformes législatives, codification des procédures existantes et nomination d'autorités compétentes. Rappelons tout d'abord que le TCA couvre toutes les armes classiques et, par certains aspects, leurs munitions, pièces et composants. Cependant, à la différence d'autres instruments, le TCA ne concerne que les transferts internationaux. Il s'adresse à tous les États membres de l'ONU, pas seulement aux États africains », précise-t-elle. Il vise, ajoute-t-elle, à réglementer les transferts, pas à les limiter et encore moins à les interdire. À ses dires, appliquer le traité revient à agir pour prévenir le détournement d'armes

classiques transférées, notamment par la coopération internationale et l'échange d'informations ; à tenir des registres des exportations d'armes classiques et les conserver pendant au moins 10 ans ; établir un rapport initial sur les mesures prises pour mettre en œuvre le TCA et, chaque année, un rapport sur ses exportations et importations d'armes classiques. Georges Berghezan du Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité a entamé ses propos en révélant les dégâts causés par la prolifération des armes illicites à travers le monde, avant d'ajouter que le TCA ne s'applique pas à tous les types d'armement. « Sont notamment exclus de son champ d'application, les armements nucléaires, chimiques et biologiques dont les transferts, voire même l'utilisation et la production sont strictement interdits ; aussi, la plupart des armements non-métaux, comme véhicules de transport, uniformes, matériel de protection, de reconnaissance, d'observation », informe-t-il. La journée a été une aubaine pour les acteurs de la société civile malienne de s'imprégner des bienfaits du traité sur le commerce des armes. Ils se sont engagés à aider le Secrétariat Permanent de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre et ses partenaires afin de faire de l'application du Traité, une réalité au Mali.

Moussa Samba Diallo
Source : Le Républicain





Commémoration de la fête des travailleurs : L'État invité à respecter ses engagements par la CDTM

Dans le cadre des festivités commémoratives du 1er mai, fête des travailleurs, les responsables de la Centrale démocratique des travailleurs du Mali ont animé, le jeudi 19 mai 2022, une conférence de presse. C'était en présence de Simpara Aissata Keita, du représentant du ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, du représentant du ministre de l'Emploi et de plusieurs responsables syndicales.

Dans ses propos liminaires, Simpara Aissata Keita, a rappelé que le premier mai est fêté en commémoration de la grève sanglante du 3 mai 1886 aux usines de MC Cormick de Chicago pour l'instauration de la journée de 8 heures de travail, et le meeting de protestation qui s'ensuivit le lendemain à Hay Market au cours duquel une bombe tua 8 policiers. 8 manifestants furent arrêtés, 4 autres pendus le 11 novembre 1987. Les martyres de Chicago vont faire du 1^{er} mai la fête du travail, et le symbole de la lutte des classes et de l'identité du monde Ouvrier. « Camarades Travailleurs, Occasion donc pour le monde syndical en général et la Centrale démocratique des travailleurs du Mali d'exiger de l'Etat le respect des acquis sociaux, des engagements pris conformément au procès-verbal des négociations autour du cahier de doléances du 21 Décembre 2020 entre le gou-

vernement de transition le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) et la Centrale démocratique des travailleurs du Mali », a-t-elle laissé entendre.

A l'en croire, aux termes des discussions sur les 47 points du cahier de doléances la commission de négociation à relever : 36 points d'accords, 2 points d'accords partiels, 2 points retirés, 7 points de désaccords. « Un état d'exécution du procès-verbal de négociation de 2015 faisant ressortir 6 points éteints sur 33 points. Des commissions de mise en œuvre des différents accords devraient voir le jour un mois après la signature officielle du procès-verbal mais hélas ! », a-t-elle déploré.

Simpara Aissata Keita, a également souligné que la Centrale démocratique des travailleurs du Mali est membre de la fédération syndicale mondiale (FSM) qui rappelle tous ses membres

à intensifier leur lutte pour le respect des droits humains et syndicaux. « La CDTM n'est pas seulement une centrale revendicative, elle a fait parler son cœur à travers des actions humanitaires au profit des enfants mineurs de Bollée, de la pouponnière et les déplacés du centre Mabilé de Sogoniko. Camarades travailleurs N'étant pas représenté dans les différents organes délibérants et les conseils administrations des services de l'Etat. La CDTM est soucieuse de la paix sociale et de l'apaisement du climat social. La CDTM a toujours prôné de faire du syndicalisme autrement en privilégiant le dialogue social. Toutefois nous constatons le non-respect des acquis sociaux, et des engagements pris par le gouvernement, car la trêve ne doit pas occulter la mise en œuvre des accords », a-t-il précisé.

Pour sa part, le représentant du ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, Mamadou Konaté, a remercié, au nom des autorités de la Transition, tous les syndicats du Mali qui ont, en toute responsabilité, décidé d'observer une trêve après les sanctions imposées au Mali par la Cédéao et l'UEMOA. Aussi, il a rassuré les responsables de la centrale démocratique des travailleurs du Mali pour la mise en œuvre des accords signés. « Je rappelle que l'apaisement du climat social est l'une des priorités des autorités de la Transition », a-t-il conclu.

■ Ibrahim SANOGO

Résultat de l'enquête de mali-Mètre : 4 maliens sur 5 estiment que la situation s'est améliorée

La fondation Friedrich Ebert Stiftung à travers Mali-Mètre a présenté, le jeudi 19 mai 2022, les résultats son enquête 2022. Le but de cette enquête était, comme à l'accoutumée, de recueillir les opinions des Maliennes et Maliens sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du pays.

A l'entame de la présente présentation du résultat de l'enquête 2022, Christian Klatt représentant Résident de la Friedrich Ebert Stiftung (FES), a remercié tous ceux qui ont accepté participer à cette enquête qui permettra aux décideurs de prendre en compte les attentes et les aspirations des populations. Il a indiqué que ces dernières années, il y'avait toujours des différences entre le discours public et les opinions exprimées, les réponses de cette année sont plus proches du discours public. « Au cours des dix dernières années, beaucoup des choses ont changé y compris pour Mali-Mètre. Le nombre de personnes que nous interrogeons a augmenté et nous nous déplaçons désormais dans tous les pays. Nous essayons ainsi de rendre l'enquête la plus représentative possible. Il faut cependant souligner que Mali-Mètre est une cartographie des perceptions de la popu-

lation Malienne à un moment donné. Les résultats ne peuvent donc pas être considérés comme des vérités absolues. L'édition actuelle de Mali-Mètre a été réalisée du 13 mars au 4 avril 2022 et a porté sur un échantillon total de 2344 personnes âgé de 18 ans et plus dans le district de Bamako et dans toutes les capitales régionales, y compris Kidal, Ménaka et Taoudéni », a-t-il précisé.

L'enquête a bénéficié du visa de l'institut national de la statistique du Mali (INSTAT) et toutes les données disponibles ont été collectées, comme les années précédentes, par le groupe d'intérêt scientifique des tacticiens économistes (GISSE). Il ressort des résultats de l'enquête pour plus de quatre personnes enquêtées sur cinq (84%), la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. Par contre, la situation générale du pays s'est détériorée pour 8% et est restée

au même niveau pour 8% durant la même période. La proportion de personnes estimant que la situation générale du pays s'est améliorée a connu une augmentation de cinquante points de pourcentage par rapport à l'année dernière et une hausse de cinquante-huit points par rapport à 2017. Toutefois, on note une baisse de vingt points de pourcentage de cette statistique entre 2019 et 2021.

Toujours s'agissant des résultats de l'enquête, les principaux défis auxquels est confronté le Mali actuellement sont : la lutte contre l'insécurité, citée par 27% de la population, la lutte contre l'insécurité alimentaire 48%, la lutte contre le chômage des jeunes 41% et la lutte contre la pauvreté 40%. Au cours de ces cinq dernières années, les principaux défis et priorités du Mali sont principalement la lutte contre la sécurité, le chômage des jeunes, l'insécurité alimentaire et l'amélioration du système éducatif. De façon globale, les enquêtés sont satisfaits de la gestion de la transition. En effet, plus de neuf personnes sur dix sont satisfaits (67% très satisfait et 28% plutôt satisfait) de la gestion de la transition.

Les enquêtés estiment fondamentalement que les autorités de la transition doivent prendre en compte certaines priorités indispensables à savoir : la lutte contre l'insécurité 69%, la lutte contre l'insécurité alimentaire 35%, la création d'emploi 33%, la lutte contre la pauvreté 31%, et la restauration la paix et la stabilité 30%.

■ Ibrahim SANOGO



Infrastructures universitaires : Le siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie inauguré

Le nouveau siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) à la Faculté des Sciences et des Techniques (FST), a été inauguré le jeudi 19 mai 2022, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita. On notait la présence du ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, de celui de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna Toureh, de la Directrice Afrique de l'Ouest de l'AUF et les partenaires du secteur de l'enseignement supérieur.

C'est à la suite d'une restructuration profonde que l'Agence Universitaire de la Francophonie a fait évoluer le Campus numérique francophone de Bamako vers une représentation nationale qui aura la charge de conduire plusieurs projets dont l'opérationnalisation du CEF et de l'incubateur « Deguely Blon » et la mise en œuvre prochaine de la 3e édition du projet « MT 180 / Ma Thèse en 180 secondes ».

Pour le Mali, cette restructuration fait passer du Campus numérique à un bureau local qui aura la charge de suivre les activités du Centre d'Employabilité et le FabLab. Cette restructuration met au cœur de la francophonie scientifique la transformation numérique et la gouvernance universitaire, l'employabilité et l'entrepreneuriat ainsi que la recherche.

Dans son intervention, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, a annoncé que l'inauguration du siège du bureau national de l'AUF, du Centre d'Employabilité Francophone (CEF) et du laboratoire de fabrication FabLAB « Deguely blon », pourrait faire penser à un éclectisme béat de l'AUF. « **Mais, qu'on ne s'y trompe pas : de chacune de ces entités, il y'a un fil conducteur, celui de l'acquisition de compétences pour faire face aux défis du monde. Il est entendu qu'un tel objectif est en phase avec nos missions ministérielles de tous les jours** », a-t-il souligné.

Dans la même dynamique, il a indiqué que pour revenir à la notion de compétence, elle reflète ce que doit être la formation dans nos institutions d'enseignement supérieur et nous rappelle que le monde actuel a subi un changement radical et qu'aujourd'hui le savoir à lui seul ne suffit plus. Les trois dimensions de la



connaissance que sont le savoir, le savoir-faire et le savoir-être constituent un socle à l'acquisition des compétences, qui elles-mêmes ne suffisent pas si elles se concentrent sur un seul centre d'intérêt. Le meilleur mathématicien qui n'appréhende pas suffisamment l'outil informatique sera, certes, compétent mais moins efficace que d'autres. « **Je veux dire que le changement de paradigme dans notre perception de la formation, autant dans l'Enseignement supérieur que dans la formation professionnelle, est pleinement au cœur des efforts de réformes du Gouvernement de transition. Il y va de la qualité de notre formation, mais aussi d'une prise en charge de l'après-formation et donc de l'employabilité de nos jeunes diplômés** », a-t-il expliqué.

Conscient des défis du moment, le patron du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique, a fait un aveu : « **Je me réjouis de ce partenariat avec Orange-Mali qui permet de mettre à la disposition des étudiants et des enseignants du Mali, un centre incubateur équipé afin de booster la création de start-up innovantes et dynamiques. Ce**

Fablab, dans la lignée du Campus numérique, est un indicateur du partenariat que nous espérons tisser avec l'AUF sur le vaste projet d'Université Virtuelle du Mali, sur lequel mon département travaille depuis quelques temps », a-t-il annoncé.

Par ailleurs, il est important de savoir que l'expérience de l'AUF dans la formation à distance est un atout qui permettra à notre pays de moderniser son système d'enseignement et de faire de l'Université virtuelle, plus qu'une alternative aux aléas et aux impondérables de la formation en présentiel.

Enfin, le ministre Amadou Keita a saisi l'occasion pour inviter les Institutions d'Enseignement Supérieur du privé et du public à créer et maintenir les dynamiques collectives afin que la mission de service public qui est la nôtre puisse bénéficier aux générations futures de notre pays et d'Afrique. Dans cette optique, la mutualisation des expériences, des méthodes et des outils est une des clés de notre succès.

■ Ibrahim SANOGO

Partenariat : Donilab et l'Université de Ségou se donnent la main

Le jeudi 19 Mai 2022, s'est tenue dans la salle de réunion du Rectorat la cérémonie de signature de la convention de partenariat entre l'Université de Ségou et Donilab. Un accord de partenariat qui, selon le Recteur de l'Université, le Dr Esaii Daou, a pour objectif de créer un cadre de collaboration et d'échange d'informations entre les deux parties.

Même son de cloche chez le représentant de Donilab, pour qui, cet accord renforce l'engagement de sa structure auprès de l'université et élargit son soutien à l'entrepreneuriat étudiant en participant au financement d'une structure de pré-incubation. Rappelons que Donilab est le premier incubateur et la première structure d'accompagnement de l'entrepreneuriat innovant au Mali.

En effet, depuis 2015, cet incubateur a pour mission d'accompagner les maliens dans leurs

parcours d'entrepreneurs tout en favorisant les projets créant de la valeur ajoutée dans le pays. Une bonne opportunité pour les jeunes Ségoviens, eux qui sont déjà familiers avec Donilab. En effet, en mai dernier, la structure a organisé ce qu'elle a appelé « Donilab School Tour Ségou ».

L'objectif de cette activité était justement l'accompagnement des jeunes de la cité des Balanzans vers l'entrepreneuriat innovant. Depuis plusieurs années, l'attrait des jeunes maliens pour l'entrepreneuriat ne cesse d'augmenter. Donilab, première structure d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant au Mali s'est fixée comme objectif le développement et la stimulation de cet écosystème sur toute l'étendue du territoire malien.

Pour cette première étape auprès des entrepreneurs et porteurs de projet de la région des Balanzans, le programme se plaçait dans le

cadre d'un apport de solutions positives au développement des compétences techniques-stratégiques des jeunes de Ségou, la préparation à la recherche de financement, de marchés (clients) et la création d'emploi.

Une première cohorte de 30 jeunes de la ville, porteurs de projet provenant de 8 établissements universitaires et centres de formation professionnelle avaient alors bénéficié de plusieurs séances de formations et coachings sur les thèmes suivants : Business Plan ; B.A.BA de l'entrepreneuriat ; Business Model Canvas ; Techniques de vente ; Fondamentaux de la gestion d'entreprise et d'une étude de Marché. À l'issue de ces formations, les 8 meilleurs projets innovants ont été sélectionnés et mis en compétition pour remporter l'une des 3 premières places ayant permis aux lauréats de bénéficier gratuitement d'un programme d'accompagnement de 3 mois au sein de l'incubateur Donilab. Au-delà de la matérialisation de leurs projets et de la préparation au financement, les lauréats ont accès à un réseau large et efficace, indispensable au développement optimal de leurs structures.

■ Yama DIALLO



Problématique des diplômés en langue arabe : Vers une meilleure insertion professionnelle

Un cadre organique pour la Cellule d'appui en charge d'y trouver une solution



Le Conseil des Ministres du mercredi dernier, sur le rapport du ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a adopté des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique de la Cellule d'appui à l'Emploi et à la Formation professionnelle des Diplômés et Formés en langue Arabe. Une manière pour le gouvernement de donner une opportunité à de nombreux jeunes dans cette situation de trouver un point de chute. La problématique de l'insertion des diplômés de l'école malienne en général et celle des diplômés et formés en langue arabe en particulier constitue une préoccupation majeure des plus hautes autorités. Aussi, face au nombre croissant de diplômés et formés en langue arabe, le gouvernement a mis en place un cadre institutionnel dont l'objectif est de procurer à chaque citoyen une éducation et une formation lui permettant de s'insérer dans le tissu productif et socio-économique du pays. La Cellule d'appui à l'Emploi et à la Formation professionnelle des Diplômés et Formés en langue Arabe aura pour mission d'entreprendre

toute action appropriée visant à renforcer l'employabilité et faciliter l'insertion professionnelle des diplômés et formés en Langue Arabe. L'adoption de ces projets de texte consacre la création Cellule d'appui à l'Emploi et à la Formation professionnelle des Diplômés et Formés en langue Arabe et permet de le doter pour les cinq (5) prochaines années en personnel nécessaire à l'exécution de sa mission. Il faut dire que ces nouveaux projets de texte donnent plutôt corps et âme à ladite cellule créée en novembre 2016 à travers une démarche largement participative par les leaders musulmans et le gouvernement, la problématique de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes diplômés et formés en langue arabe ayant été perçue comme l'un des enjeux majeurs auxquels le pays faisait face. Cela a été le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut citer, entre autres le déséquilibre entre la formation et l'emploi, la croissance économique et la croissance démographique.

Il existe, en plus, un fort écart entre les possibilités d'emploi pour les jeunes diplômés et formés en langue arabe et les jeunes garçons

et filles diplômés de l'enseignement classique. Or, l'amélioration de l'image des médersas auprès des populations a contribué à renforcer l'engouement autour de ces établissements formant en arabe. Aussi, est-il clairement apparu le chômage élevé des jeunes, particulièrement celui des diplômés et formés en langue arabe, constitue une menace grave pour la paix et la stabilité du Mali, compromettant le développement et accentuant la vulnérabilité et la précarité.

Face à ce défi majeur, le gouvernement du Mali, dans le cadre de sa politique nationale de l'emploi et de formation professionnelle, a initié une étude sur la problématique de la formation professionnelle et de l'emploi des diplômés et formés en langue arabe. A l'époque, le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle s'était engagé à mobiliser la somme de 100 000 000 FCFA en vue d'assurer la formation des jeunes diplômés et formés en langue arabe, en entreprenariat et autres.

■ Yama DIALLO



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Cheick Boucadry Traoré, leader politique : “Les FAMA peuvent convenablement faire face aux défis sécuritaires, car n’étant plus soumises aux politiques mal réfléchies des politiciens”

Hausse du prix des hydrocarbures, difficile approvisionnement en céréales, notamment le blé et les produits dérivés, exacerbant les risques de crises sociales... Les conséquences de la guerre entre la Russie et l’Ukraine sont perceptibles partout dans le monde, notamment en Europe et en Afrique. N’empêche que pour certains observateurs, cette crise peut être aussi une bonne opportunité de renforcer les liens entre l’Afrique et la Russie mettant ainsi fin à l’hégémonie de certaines puissances colonisatrices comme la France. L’analyse de Cheick Boucadry Traoré, président de la Convention Africaine pour le Renouveau (CARE).



Le Matin : En quoi la guerre en Ukraine peut-elle renforcer des liens entre la Russie et l’Afrique, singulièrement le Mali ?

Cheick Boucadry Traoré : Nous vous remercions de l’opportunité qui nous est donnée de prendre position sur la crise que vit notre pays. Nous sommes plus qu’heureux de partager

avec vous nos réflexions du moment. Dans la mesure où la Russie sortira puissante du conflit qu’elle a déclenché en Ukraine quelles qu’en soient les véritables raisons, Moscou apparaîtra comme la puissance incontournable dans le monde.

Sa suprématie militaire et diplomatique rejailira sur ses alliés et en renforcera les liens. Le

danger pour ses amis sera de passer sous la coupe d’un vainqueur très puissant qui peut s’octroyer tous les droits. La supériorité militaire de Moscou calmera certes les ardeurs des États adversaires ou ennemis du Mali. En revanche, sur la guérilla des groupes dits jihadistes, la victoire russe sera sans effet direct.

Pour vaincre en Ukraine, la Russie emploie les gros moyens. Ce qui est vital parce que l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) veut en découdre avec la Russie en conquérant des partenaires au plus près de Moscou. L’Europe, faisant partie de l’OTAN, prendra une giflette de plus et deviendra de plus en plus dépendante de Washington qui semble pousser à la guerre. Le prestige de la France en prendra évidemment un coup supplémentaire et aura des répercussions sur sa politique d’hégémonie en Afrique. Une hégémonie d’ailleurs déjà bien écornée.

Selon vous, qui remportera cette guerre ?

C.B.T : A notre avis la guerre ne fera ni vainqueur ni vaincu. Nous croyons qu’en Europe les peuples n’ont pas du tout envie de se lancer dans la folie d’une guerre fratricide et mortelle en dehors de Biden, Boris Johnson et Zelinsky. De nombreux pays n’acceptent pas la politique de l’OTAN et de leurs affidés. La Russie a de son côté de nombreux soutiens en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique. Elle ne peut pas perdre parce que Poutine apparaît pour de nombreux Européens comme le garant de leur civilisation occidentale avec ses valeurs, son histoire.



Nous pouvons avoir un statut quo avec la Russie récupérant toutefois quelques territoires russophones et russophiles. Ce qui paraît dans l'ordre normal des choses. Ce ne sera que partie remise parce que les pays de l'OTAN ne lâcheront pas prise, encore que chez les Européens des voix anti-américaines se font de plus en plus entendre.

C'est comme au Mali. Les frontières héritées de la colonisation sont ridicules aussi ridicules que celles de l'Ukraine fixées par un sordide marchandage à la fin de la seconde guerre mondiale puis de l'empire soviétique. Le véritable gagnant, quels que soient les vainqueurs et vaincus, sera la Chine qui profitera en Afrique de la situation et des immenses richesses. Ce qui est aussi très malheureux pour notre pays.

Une victoire de la Russie en Ukraine peut-elle immédiatement rejaillir sur sa coopération militaire avec le Mali ?

C.B.T : La victoire de la Russie renforcera certainement le prestige de Moscou. Mais, une fois les grandes embrassades terminées, en ce qui concerne le Mali militairement, il ne faut toutefois pas espérer à court terme de grands changements. En revanche, devant l'assemblée des Nations Unies, la Russie sera capable d'obtenir, forte de son succès, les voix qui feront accepter les résolutions qu'elle veut. Ce qui peut naturellement bénéficier au Mali...

La guerre en Ukraine renforcera les liens du Mali avec Moscou par défaut des pays occidentaux. Victoire pour le Mali à la Pyrrhus parce que ses soutiens russes et occidentaux, surtout intéressés par leurs intérêts, auront d'autres chats à fouetter. L'Histoire ne se joue pas en Afrique pour le moment, mais en Eurasie. C'est fini la France-Afrique, car l'Europe et surtout certains politiques en France semblent mépriser l'indépendance du Mali.

Les Occidentaux, les Européens notamment, sont outrés par la présence de Wagner en Afrique. Quel peut être selon vous l'impact de cette présence sur la stabilisation du Sahel ?

C.B.T : En ce qui concerne Wagner, aucun impact à notre avis sur la stabilisation de la situation au Sahel. Les gouvernants maliens nient d'ailleurs sa présence au pays. Wagner est une force mercenaire mineure non reconnue par Moscou (officiellement). Les mercenaires n'y vont généralement pas de main morte. Leurs modes d'action sont plus brutaux que ceux d'une armée régulière.

Nous croyons fermement que, aujourd'hui, les Forces armées maliennes (FAMA) peuvent convenablement faire face aux adversaires d'autant plus qu'elles ne sont plus soumises aux désirs et politiques mal réfléchies de politiciens incompétents et insouciantes. En effet, nos forces de défense et de sécurité ont besoin

du soutien de l'ensemble du peuple Malien aujourd'hui plus que jamais vu les campagnes d'intoxication visant à les empêcher de remplir leurs prérogatives constitutionnelles, d'assurer notamment la protection et la souveraineté du pays.

Dans le réchauffement de la coopération bilatérale entre Bamako et Moscou, notamment au niveau de la coopération militaire, est-ce qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir ?

C.B.T : Nous croyons fermement aussi que le peuple Malien et ses forces armées et de sécurité ont l'obligation de sauvegarder notre souveraineté et de maîtriser notre destin en posant des actes destinés à renforcer le sentiment de fierté nationale. L'Europe et ses allies considèrent que cela est une ligne rouge inacceptable qui ne doit pas être franchie. Or, le Mali a désormais l'obligation de définir des politiques et stratégies de sécurité nationale qui protégeront notre pays et ses intérêts vitaux tout en réaffirmant notre indépendance et souveraineté. Toute atteinte à ces objectifs doit obligatoirement être inacceptable pour notre pays. C'est à mon avis la ligne rouge à ne pas franchir !

Propos recueillis par Moussa Bolly

Source : Le Matin

Droit de réponse à l'arrogant sénateur français Christian Cambon : « Arrêtez votre hypocrisie et allez-vous en de chez nous »

Triste pour ce digne peuple français qui n'a pas eu la chance d'avoir de personnes polies pour gouverner la France.

Je l'ai dit par le passé et je le redis aujourd'hui, aucun Malien ni Africain n'est animé par des sentiments anti-français. Entre le peuple du Mali et celui de la France, il y a des liens très forts, des liens dont il sera très difficile de briser.

Oui en 2013, par manque d'équipements de guerre, la France à travers la force militaire Serval a été sollicitée par le président par intérim de l'époque, Pr. Dioncounda Traoré, pour venir appuyer l'armée malienne afin de stopper l'avancée des terroristes vers Mopti. Cet appui de la France a été salué par tous les Maliens, car nous ne sommes pas un peuple ingrat. Il faut reconnaître que l'appui de la France était aérien et les affrontements au sol étaient gérés par les soldats maliens. Le président François Hollande l'a confirmé dans une interview accordée à un média français. Je me permets de prier ici pour le repos des soldats maliens et français tombés pendant cette opération de sauvetage du Mali.

Après avoir repoussé avec force les terroristes, au lieu de rentrer, Serval s'est transformé en Opération Barkhane. Celle-ci, avec plus de 9 ans de présence dans notre pays, n'a pas pu satisfaire l'envie sécuritaire du peuple malien. Peu à peu, le peuple finira par découvrir les accords bidons signés par les autorités maliennes avec la France, alors ce peuple a décidé que les choses changent et que tout ce qui ne va pas au profit du Mali et des Maliens soit annulé. La décision courageuse du gouvernement malien à mettre fin à tous les accords de défense avec la France a été saluée par les Maliens patriotes, à part quelques peureux d'apatrides qui ne pensent qu'à leurs intérêts égoïstes.

Sénateur Christian Cambon, je n'aurai pas ima-

giné un homme âgé comme toi réagir à une décision souveraine d'une nation qui veut être elle-même. Le Mali ne va pas payer cher. Au contraire, c'est vous qui allez payer cher votre arrogance pour ces attaques verbales lancées contre les Maliens. Nous restons fermes sur nos décisions, nous n'avons jamais interféré dans quoi que ce soit en France et il en devrait être autant pour vous.

On vous demande de partir, alors partez ! Où est votre problème ? Qu'est-ce qui vous attire au Mali ? C'est pas la lutte contre le terrorisme, alors arrêtez votre hypocrisie et allez

vous en de chez nous. Jadis l'armée malienne avait plus besoin d'équipements militaires pour faire face à l'ennemi que la présence de militaires français. Si votre engagement était dans le but de nous aider à finir avec le terrorisme, vous auriez dû rester chez vous et nous fournir des équipements pour le renforcement opérationnel de nos soldats.

La France n'est pas le seul pays au monde. Ils sont nombreux à être engagés avec le Mali dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant. Nous pouvons citer la Russie, la Chine, le Japon, la Turquie, la Thaïlande, la Guinée Conakry, l'Algérie, le Maroc...

Sénateur, vous devriez songer à votre sort au lieu d'attaquer le Mali tout en voulant, par tous les moyens lâches, rejeter les torts de votre pays sur lui. Si vous voulez vivre longtemps en paix, évitez de vous attaquer au Mali, sinon c'est le malheur qui s'abattra sur vous. De personnes arrogantes comme vous, les vrais et dignes Français n'en ont pas besoin au Sénat. Le Mali aux Maliens, sans ingérence extérieure!

Honorable Abdoulaye Diallo dit Abdoul
Source : Le Matin



Requiem pour Mohamed Cheick Tabouré : Le guérillero des temps modernes !

Le dimanche 08 mai 2022, Mohamed Cheick Tabouré, l'une des plus grandes figures politiques, syndicales et intellectuelles de notre pays, tirait dans la plus grande discrétion, sa révérence des suites d'une longue maladie à 74 ans.

On peut être un militant de la justice sociale et économique, mais rarement on peut atteindre le degré de combativité et d'engagement de Tabouré. Tant l'homme croyait à la lutte comme seul moyen pour les peuples de faire des conquêtes en vue de transformer les structures politiques, sociales et économiques (laissant encore à désirer) et avait des convictions profondes pour son pays. De Bamako, Dakar et la France, l'homme y a posé des actions politiques d'envergures qui lui ont souvent beaucoup coûté. Le front politique, social et syndical, lui était familier. Lui qui s'est toujours dédié corps et âme pour la défense des masses laborieuses, dont il voulait l'affranchissement des jougs de la bourgeoisie politico-affairiste et comprador à travers l'instauration d'une démocratie socialiste. Acteur politique de premier plan de l'histoire politique contemporaine, ce fils de cheminot né le 16 mai 1948 à Toukouto, était aussi un acteur du mouvement social, ayant participé à toutes les luttes sociales pour la défense des intérêts catégoriels des travailleurs de l'HUICOMA, de la Régie du Chemin de Fer, des ouvriers de Morila, et des immigrés expulsés. A son actif plus de cinquante ans de vie militante intense pour l'édification d'une société démocratique, socialiste, dans laquelle la richesse nationale ne serait pas concentrée entre les mains d'une infime minorité, vouant à la misère l'écrasante majorité. Avec le Comité de Défense des Libertés Démocratiques (CDLD) en France et le journal Sanfin (La nuée) qu'il fonda en 1989 comme organe de propagande pour la mise en place du mouvement ouvrier et populaire, Tabouré joua un rôle déterminant dans la lutte du mouvement démocratique contre la dictature militaro-bourgeoise de la clique CMLN / UDPM du Général Moussa Traoré. Derrière sa carapace de militant engagé, se cachait un homme

affable, avec de grandes qualités humaines et sociales. Militant anti-impérialiste, panafricaniste tiermondiste, pour l'union libre des peuples libres, Tabouré et moi, nous nous sommes connus dans le feu de l'action politique. C'était en 2004 à l'espace d'expression démocratique Kayira, haut lieu de discussions et de remise en cause de l'ordre établi. Lui était du Groupe Sanfin et moi du parti SADI dans lequel j'ai milité 18 hivers durant. Séduit par ses prises de positions courageuses et remarquables sur les grandes questions nationales et internationales, je pris contact avec lui. Au fil du temps, s'est établie entre nous une relation de camaraderie cordiale, franche et sincère, ayant résisté à l'usure du temps. Je lui vouais une énorme estime au point de verser dans l'idolâtrie, lui, me témoignait aussi une grande affection, cela malgré l'énorme écart d'âge qui existait entre nous. Des fois, je l'envoyai des contributions sur les questions de gouver-

nance dans son journal « Sanfin » qui relayait nos luttes. Ensuite, je l'aidais à l'écouter (Le journal Sanfin) au cours des marches, meetings et conférences débats. Nous nous rencontrions souvent pour échanger sur la situation nationale, les perspectives de développement des luttes démocratiques et populaires

Tabouré est parti dans ce lieu de repos éternel en un moment où les forces progressistes et patriotes et le pays (en pleine transition politique marquée par le recul des conquêtes démocratiques) en proie à une guerre impérialiste imposée, greffée aux conjonctures internes, avaient plus que jamais besoin de ses analyses incisives et lumineuses. Tabouré, les autorités en charge de la nation n'ont pas voulu t'honorer à la hauteur de ton engagement. Mais rassure-toi, tes amis, collègues, ta famille biologique, et les militants politiques et syndicaux de tout bord, se sont massivement mobilisés pour t'accompagner en ta dernière demeure, où tu reposes pour l'éternité dans le panthéon de l'imaginaire populaire au près de tes camarades de luttes patriotes tels que : Gabriel d'Arboussier, Tiemoko Garan Koyaté, Amadou Seydou Traore dit Amadou Djicoroni, Pr Kari Dembele, etc.... Adieu camarade Féré Ka tignè, A un de ces jours !

Alpha Sidiki Sangaré





Déthié Fall à sa sortie du Conseil Constitutionnel : « Yewwi Askan Wi va participer à ces législatives à Dakar, sinon il n'aura pas d'élections... »

Après plusieurs tours d'horloge, le mandataire national de la coalition Yewwi Askan Wi, vêtu d'un boubou blanc, le récépissé de dépôt à la main, est sorti du Conseil Constitutionnel pour enfin s'adresser aux journalistes.

Après que la direction générale des élections (DGE) se soit déclarée incompétente sur la re-

cevabilité de leur dossier portant changement au niveau de la liste Yewwi Askan Wi à Dakar, le mandataire Déthié Fall a donc déposé auprès du greffier en chef du Conseil Constitutionnel, la requête portant sur le recours en contestation d'un dossier de déclaration de candidature de la coalition Benno Bokk Yakaar. Mais aussi le recours en contestation du rejet

de la liste départementale de Yewwi Askan Wi.

Déthié Fall, confiant à la sortie du Conseil Constitutionnel, espère que le recours sera bien étudié et le droit dit par les sages. « Pour cette fois, nous espérons que les sages seront compétents et diront le droit », a soutenu le mandataire national de Yewwi Askan Wi qui insiste également sur la liste de Benno qui, selon lui doit être rejetée sur toute l'étendue du territoire car dépassant le nombre de par-rainage demandé.

Une autre décision que celle de valider la participation de Yewwi Askan wi à Dakar serait, une forfaiture selon le mandataire de Yewwi Askan Wi. « Il est clair que Yewwi va participer à ces élections à Dakar, sinon il n'y aura pas d'élections », prédit un Déthié Fall prêt au combat pour faire face au régime de Macky Sall

Source : dakaractu.com

Sahel : Le chef du groupe État islamique au Grand Sahara tué par les forces françaises



Adnan Abou Walid al-Sahraoui « est mort à la suite d'une frappe de la force Barkhane », a indiqué la ministre des armées Florence Parly. Il était considéré comme étant à la manœuvre de la plupart des attaques dans la région des « trois frontières », à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Un soldat français de la force Barkhane en opération au Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso, en novembre 2017. AFP/ARCHIVES

Un « succès majeur ». Les forces françaises ont tué le chef du groupe djihadiste État islamique au Grand Sahara (EIGS), Adnan Abou Walid al-Sahraoui, a annoncé le président de la République Emmanuel Macron dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 septembre.

« Il s'agit d'un nouveau succès majeur dans le combat que nous menons contre les groupes terroristes au Sahel », a déclaré le président français sur Twitter. Cet été, en juin et juillet, Paris avait déjà annoncé la mort ou la capture de plusieurs cadres de haut rang de l'EIGS par

la force française Barkhane et ses partenaires, dans le cadre de sa stratégie de cibler les dirigeants et les cadres des organisations djihadistes.

Le chef de l'EIGS « est mort à la suite d'une frappe de la force Barkhane », a tweeté de son côté la ministre des armées Florence Parly, en saluant également « un coup décisif contre ce groupe terroriste. Notre combat continue ».

« Ennemi prioritaire »

L'EIGS, créé en 2015 par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, ancien membre du Front Polisario, puis de la mouvance djihadiste AL-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), avait été désigné comme « ennemi prioritaire » au Sahel, lors du sommet de Pau (Nouvelle-Aquitaine), en janvier 2020.

Il est en effet considéré comme étant à la manœuvre de la plupart des attaques dans la région des « trois frontières », un vaste espace aux contours vagues à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso, des pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde. L'EIGS

avait ainsi pris pour cible des soldats américains dans une attaque meurtrière en octobre 2017, au cours de laquelle quatre soldats américains des Forces spéciales et quatre Nigériens avaient été tués dans une embuscade à Tongo Tongo, près du Mali, dans le sud-ouest du Niger.

Fin 2019, l'EIGS avait mené une série d'attaques d'ampleur contre des bases militaires au Mali et au Niger. Et le 9 août 2020, au Niger, le chef de l'EIGS avait personnellement ordonné l'assassinat de six travailleurs humanitaires français et de leurs guides et chauffeurs nigériens. Cette attaque contre des jeunes engagés dans l'humanitaire avait suscité une vive émotion en France et au Niger, classé ensuite en zone rouge, soit « formellement déconseillée », à l'exception de la capitale Niamey, par le ministère français des affaires étrangères.

Source : La-croix.com

MERCATO - PSG : Macron, émir du Qatar... Le PSG abat ses ultimes cartes pour M'Bappé !



Contrairement à ce qu'annoncent certains médias, Kylian M'Bappé n'aurait encore pris aucune décision concernant son avenir. Le PSG ferait tout son possible pour essayer d'inverser la situation et le convaincre de rester.

Partira, ne partira pas ? Le feuilleton Kylian Mbappé est entré dans sa phase finale. « On saura quand ? Très rapidement. C'est presque fait. Mon choix est-il fait ? Quasiment » confiait le joueur dimanche dernier, précisant que sa décision devrait être dévoilée avant le prochain rassemblement de l'équipe de France, le 28 mai prochain. Mais quelle est la tendance dans ce dossier ? Ces dernières heures, un proche d'Emmanuel Macron, Karl Olive, a fait réagir la toile après avoir posté un tweet annonçant la prolongation de l'international français : « L'immense Kylian Mbappé sera au PSG la saison prochaine ». Ce mercredi, son entourage a précisé que c'était seulement un avis, et non pas une information. Malgré ces rumeurs, le Real Madrid se montrerait toujours aussi optimiste dans ce dossier. Et pour cause, Mbappé a donné son accord, il y a plusieurs mois, aux décideurs es-

pagnols comme l'avait annoncé le 10Sport.com. Les pressions que reçoit le joueur, notamment de la part du PSG, n'inquiètent pas, non plus, les responsables men-

AUCUNE DÉCISION PRISE

Selon les informations de la Cadena Cope, Kylian Mbappé aurait rencontré ce mardi sa garde rapprochée pour discuter, à nouveau, de son avenir. L'issue de cette réunion n'a pas été dévoilée, mais l'un de ses proches a envoyé un message au journaliste espagnol Pedro Morata : « La mère est toujours en train de négocier l'offre du PSG. La décision n'est pas prise ». Rien de surprenant puisque Fayza Lamari n'a jamais caché son envie de le voir prolonger son contrat au PSG selon les informations exclusives du 10Sport.com. Ce qui est plus surprenant c'est que le PSG continuerait de discuter avec le clan Mbappé, alors qu'ESPN avait affirmé que le club avait baissé les bras dans ce dossier. Selon le journaliste espagnol, l'émir du Qatar, en voyage à Madrid, aurait personnellement contacté l'international français pour tenter de le convaincre.

MACRON ET L'ÉMIR DU QATAR, AURAIENT CONTACTÉ MBAPPÉ

Sur le plateau de Directo Gol cette fois, Pedro Morata, qui intervient notamment dans les colonnes de Marca, précise que Tamim ben Hamad Al Thani aurait, ces dernières heures, appelé Kylian Mbappé pour discuter de son avenir. Mais ce n'est pas tout puisqu'Emmanuel Macron aurait également contacté le joueur tricolore. Difficile de savoir si cela aura une incidence sur le choix de l'ailier. Malgré les rumeurs qui pleuvent sur sa tête, Mbappé serait très calme en coulisses et ne serait pas perturbé par sa situation selon les informations de L'Equipe. « Il avait la banane et s'est montré fidèle à lui-même. Kylian a été très pro, vif, agréable malgré son arrivée décalée » a confié un membre du PSG, présent à Doha. Mais dans les prochains jours, les responsables parisiens ou ceux du Real Madrid feront la grimace après avoir entendu sa décision.

Source : <https://le10sport.com>



Bélier (21 mars - 19 avril)

La routine au travail vous ira très bien. Vous pourrez accomplir des tâches en pensant à autre chose, d'autant plus que des tensions dans votre activité vous useront moralement. Vous devrez vous détacher mentalement d'un stress qui ne sera pas le vôtre.

Le refus d'un prêt ou d'un découvert risquera de faire capoter votre projet. Vous devrez trouver un plan B, mais en cette période estivale, vous ne trouverez pas grand monde pour fixer un rendez-vous financier. Vous ferez tout pour obtenir un délai.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez bien moins la cote qu'hier ! Mars opposé à la Lune vous rend impatient et renforce les mauvais aspects du carré à Uranus. Inutile de vous énerver après les autres, surtout pour une erreur ou un oubli que vous avez vous-même commis.

Inutile de chercher à révolutionner vos finances aujourd'hui, ça ne donnera rien. Le mieux est de faire avec ce que vous avez, les opérations financières nouvelles seront bien trop risquées. Souvenez-vous qu'il vaut toujours mieux tenir que courir...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle orientation professionnelle pourrait vous intéresser. Acceptez toutes les pistes de réflexion que l'on vous présente. Un entretien avec un collègue chevronné peut vous apporter un éclairage appréciable et susciter un déclic dans la carrière.

Le salaire s'envole dans différentes dépenses. Vous réalisez combien votre générosité cause un déséquilibre financier. Vous espérez obtenir un meilleur salaire à l'avenir pour retrouver une aisance matérielle. En attendant, la prudence est de mise.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les discussions que vous aurez achopperont sur des questions d'organisations et de répartitions des rôles. Vous ne vous efforcerez plus de manager les susceptibilités. Vous ne craignez plus de déranger l'ordre établi ni de bousculer les idées.

Il ne sera pas question de flamber votre argent. Placer des euros sans être certain de récolter au moins votre mise vous semblera un pari trop risqué. Et comme vous n'aurez pas l'esprit joueur, tenter votre chance en investissant peu vous ennuiera.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devez ralentir la cadence, car on vous demande de fournir beaucoup de choses en un minimum de temps et cela vous impose des délais de travail trop courts. Du stress est inévitable et il ne favorise guère une bonne productivité professionnelle.

Il est conseillé de ne pas trop craquer devant les articles désirés. Vous pourriez passer la journée à fantasmer et à finalement cesser d'acquiescer plusieurs articles. Vos achats compulsifs commencent à se calmer pour adopter une sagesse nécessaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ne ménagerez pas vos efforts ce mercredi et vous serez capable de traiter un bon nombre de tâches en un temps record. Ce sera l'occasion de rattraper le retard accumulé et même de prendre de l'avance sur un dossier important qui vous a été confié.

L'état de vos comptes ne réclame pas votre attention. Prudent et bon gestionnaire, vous avez parfaitement géré vos finances jusque-là, vous avez une vue nette de votre budget et rien ne va venir perturber cet équilibre. Vous pouvez tranquillement occuper votre temps de d'autres domaines.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez perdre patience et ne pas laisser passer une chance. Une opportunité se présente et vous donne l'occasion de changer de service ou de fonction. Un remplacement soudain et débouchant sur du long terme peut incarner cette chance inattendue.

La prudence est encore conseillée, vous ne pouvez pas vous offrir des loisirs comme bon vous semble, par crainte plutôt que par manque de fonds. La stabilité matérielle est pourtant présente, mais vous avancez avec des craintes de manquer de trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous tirez un bilan positif des actions menées jusqu'ici. Vous occuperez le terrain en maîtrisant votre sujet et en prenant des initiatives efficaces. Vous parierez sur de bonnes relations professionnelles pour transmettre vos idées sans les imposer.

Que vous soyez chez vous ou sur un lieu de villégiature, vous aurez des frais que vous n'aurez pas comptés dans la gestion de votre budget. En voyant le montant qui vous semblera astronomique, vous regretterez votre insouciance financière de la veille.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne tendez pas le bâton pour vous faire battre ! Éloignez-vous des ragots, tournez votre langue sept fois dans votre bouche avant de vous exprimer, car la configuration astrale ne plaide pas en faveur d'une communication positive !

Vos finances sont attaquées par plusieurs dissonances astrales. Il est essentiel que vous gardiez un œil bien ouvert sur vos dépenses. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut vous engager dans une affaire financière. Ne signez rien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Même si tout n'avance pas comme vous le voulez, vous aurez l'endurance et la volonté de ne pas relâcher vos efforts. Cette attitude pourrait s'avérer payante si vous cherchez un emploi. Les recruteurs apprécieront votre détermination et votre engagement.

Ne prenez pas de risques aujourd'hui. La Lune trouble Pluton et pourrait fausser votre jugement. Vous manquez d'intuition et vous lancez dans une opération financière des plus hasardeuses. Avant de foncer, n'hésitez pas à vous faire conseiller par un professionnel de confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des relations intéressantes vous entraînent vers de nouveaux horizons et vous éprouvez le désir de prendre un virage dans l'activité. Il peut s'agir d'un changement de secteur. La routine vous a un peu lassé et un sursaut de renouveau vous accompagne.

Vous aimeriez gagner plus pour vivre avec un confort que vous espérez. Des achats peuvent concerner des produits pour l'habitation. L'envie de refaire votre garde-robe fait partie des dépenses possibles. Vos frais se font au gré de vos souhaits du moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous avez des actions à entreprendre, ce sera le moment. Uranus encouragera vos initiatives en vous mettant sur de nouvelles pistes et en activant votre réseau d'influence. Attention toutefois à ne pas vous mettre en tort vis-à-vis de votre hiérarchie.

Jupiter apportera une bouffée d'oxygène à vos finances par des engagements susceptibles de générer plus de revenus dans l'avenir. Cela prendra du temps, ce sera évident. Une fois vos jalons posés, vous semblerez déterminé à défendre vos intérêts.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis Teli à la rencontre de 'Sira' à djou Anka Wuli Mali V
"Au sud, les gens commencent à partir de Bamako"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23